



**Commission scolaire**  
**au**  
**Cœur-des-Vallées**  
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Gatineau, le 15 décembre 2016

**PAR COURRIEL**



**OBJET : Demande d'accès à l'information**

*Madame,*

*La présente lettre fait suite à vos trois demandes d'accès à l'information reçue le 21 novembre 2016.*

*Nous avons procédé à l'examen de celle-ci et voici les éléments de réponse pertinents :*

- 1. Honoraires payés à Me Isabelle Carpentier-Cayen ou tout autre juriste pour représenter la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées pour contester une décision rendue en révision administrative le 26 février 2009 confirmant une décision rendue par la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) le 2 décembre 2008 reconnaissant qu'une travailleuse avait développé un mésothéliome dans l'exécution de ses tâches et que ceci constituait une maladie professionnelle (dossiers CLP 373960-07-0904 386400-07-0908 ; dossier CSST 132215237).**

*Les honoraires déboursés sont de 28 615,15 \$.*

- 2. Honoraires payés au Dr Paolo Renzi pour son expertise (incluant son témoignage en cour) pour représenter la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées pour contester une décision rendue en révision administrative le 26 février 2009 confirmant une décision rendue par la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) le 2 décembre 2008 reconnaissant qu'une travailleuse avait développé un mésothéliome dans l'exécution de ses tâches et que ceci constituait une maladie professionnelle (dossiers CLP 373960-07-0904 386400-07-0908 ; dossier CSST 132215237).**

*Les honoraires déboursés sont de 12 701,25 \$.*

... 2



**Commission scolaire**  
**au**  
**Cœur-des-Vallées**  
SECRETARIAT GÉNÉRAL

- 2 -

- 3. Honoraires payés à tout juriste ayant représenté la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées en vue de contester une décision de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) ou la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) reconnaissant qu'un travailleur avait développé une maladie professionnelle en raison de son exposition à l'amiante depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000.**

*Aucun document ne correspond à votre demande.*

- 4. Honoraires payés à tout expert ayant représenté la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées en vue de contester une décision de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) ou la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) reconnaissant qu'un travailleur avait développé une maladie professionnelle en raison de son exposition à l'amiante depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000.**

*Aucun document ne correspond à votre demande.*

- 5. Coût des prestations versées à la Commission de la santé et de la sécurité du Travail (CSST) imputées à la Commission scolaire au Cœur-des-Vallées à la suite de la décision rendue par la Commission des lésions professionnelles dans le dossier 2011 QCCLP 6216 – Commission scolaire au Cœur-des-Vallées et Turcotte (Succession de).**

*Le coût est de 204 134,23 \$.*

*En terminant, nous vous réitérons que vous avez un droit de recours devant la Commission d'accès à l'information, selon la note justificative jointe à la présente.*

*Je vous prie de recevoir, [REDACTED] l'expression de mes sentiments distingués.*

*Le secrétaire général et  
responsable de l'accès à l'information,*

*Jasmin Bellavance*

## **AVIS DE RECOURS EN RÉVISION**

### **RÉVISION**

#### **a) Pouvoir**

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### **QUÉBEC**

Bureau 2.36  
525, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741  
Télec : (418) 529-3102

#### **MONTRÉAL**

Bureau 18.200  
500, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Tél : (514) 873-4196  
Télec : (514) 844-6170

#### **b) Motifs**

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### **c) Délais**

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

## **APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC**

### **a) Pouvoir**

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

### **b) Délais**

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

### **c) Procédure**

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

14 juin 2006  
Mise à jour le 20 septembre 2006